



Les États-Unis sanctionnent la défense des droits humains

Description

L'Agence Média Palestine s'est entretenue avec Basel Alsourani, responsable du plaidoyer au Centre palestinien pour les droits humains (PCHR), visé hier par de nouvelles sanctions américaines.

Par Jo Westphal pour l'Agence Média Palestine, le 5 septembre 2025

article

Les États-Unis sanctionnent la défense des droits humains

▲ A G E N C I E M É D I A ▲ P A L E S T I N E

Après avoir sanctionné le mois dernier plusieurs juges de la Cour Pénale Internationale (CPI), l'administration américaine a désigné hier trois organisations palestiniennes de défense des droits humains : Al-Haq, le Centre palestinien pour les droits humains (PCHR) et le Centre Al-Mezan pour les droits humains.

Ces organisations ont été ajoutées jeudi à la « liste des ressortissants spécialement désignés et des personnes bloquées » du département du Trésor pour avoir directement participé aux efforts déployés par la Cour pénale internationale (CPI) pour enquêter, arrêter, détenir ou poursuivre des ressortissants israéliens, sans le consentement d'Israël », comme l'affirme le secrétaire d'État Marco Rubio dans son communiqué de presse.

Contacté par l'Agence Média Palestine, le responsable du plaidoyer international au PCHR Basel Alsourani nous explique : « Ces sanctions ne sont pas une surprise. Elles font partie d'un continuum d'attaques américaines sur le peuple palestinien et sa cause. Nous avons vu avec les sanctions contre la CPI, mais aussi la révocation des visas de représentant-es de

lâ??AutoritÃ© Palestinienne, les sanctions sur Francesca Albaneseâ?! Nous nous attendions Ã Ãatre visÃ©s Ã notre tour, car ces sanctions visent Ã attaquer toute personne ou organisation dÃ©nonÃ§ant les crimes dâ??IsraÃ«l Ã Gaza. Â»

Â« Lâ??administration Trump Â», poursuit-il, Â« et celle de Biden avant elle, ont pourvu le soutien et la couverture financiÃ¨re, militaire, diplomatique et juridique Ã IsraÃ«l, qui commet un gÃ©nocide Ã Gaza depuis deux ans. Les Ã?tats-Unis rÃ©compensent IsraÃ«l pour la famine, les massacres, la destruction et le dÃ©placement forcÃ© de notre peuple, pour le nettoyage ethnique des Palestinien-nes dans la bande de Gaza. Â»

Â« Nous ne nous laisserons pas silencier Â»

CrÃ©Ã© en 1995 par un groupe dâ??avocat-es et de militant-es palestinien-nes, le PCHR est une organisation palestinienne indÃ©pendante de dÃ©fense des droits humains (enregistrÃ©e en tant que sociÃ©tÃ© Ã responsabilitÃ© limitÃ©e Ã but non lucratif) basÃ©e Ã Gaza. Le travail du Centre consiste Ã documenter et Ã enquÃªter sur les violations des droits de lâ??homme, Ã fournir une aide juridique et des conseils aux particuliers et aux groupes, et Ã prÃ©parer des articles de recherche sur des questions telles que la situation des droits de lâ??homme et lâ??Ã©tat de droit.

Câ??est prÃ©cisÃ©ment ce que les Ã?tats-Unis condamnent, explique Basel Alsourani : Â« de la mÃªme maniÃ¨re quâ??IsraÃ«l cible les journalistes Ã Gaza dans lâ??objectif de tuer la vÃ©ritÃ© en silenciant celles et ceux qui exposent ces crimes, lâ??administration Ã©tatsunienne cible les organisations palestiniennes de dÃ©fense des droits humains qui travaillent depuis des annÃ©es pour que les victimes palestiniennes obtiennent rÃ©paration. Â»

Basel Alsourani craint pour lâ??intÃ©gritÃ© physique de ses collÃ¨gues : Â« Nous craignons quâ??IsraÃ«l ne se saisisse de cette dÃ©cision comme dâ??un prÃ©texte pour viser notre personnel. Beaucoup dâ??entre elles et eux sont Ã Gaza, et documentent les crimes de guerre commis par IsraÃ«l chaque jour. Â»

Â« Nous ne nous laisserons pas silencier Â», affirme-t-il cependant. Â« Nous poursuivrons notre travail pour dÃ©fendre les droits fondamentaux des Palestinien-nes et pour tenir IsraÃ«l responsable de ces crimes de haine commis Ã travers les territoire occupÃ©s et en particulier Ã Gaza. Â»

Le deux autres organisations visÃ©es, AL Haq et Al Mezan, ont Ã©galement rÃ©agit dans un communiquÃ© commun : Â« es mesures, prises alors que notre peuple est victime dâ??un gÃ©nocide, constituent un acte lâ©che, immoral, illÃ©gal et antidÃ©mocratique. Seuls des Ã?tats qui font fi du droit international et de notre humanitÃ© commune peuvent prendre des mesures aussi odieuses Ã lâ??encontre dâ??organisations de dÃ©fense des droits humains qui Å?uvrent pour mettre fin Ã un gÃ©nocide Â».

BasÃ©e Ã Ramallah, Al-Haq est une organisation de premier plan, tant dans les territoires palestiniens occupÃ©s quâ??au niveau international, qui lutte pour que les violations commises par IsraÃ«l soient sanctionnÃ©es, tout en menant des actions en justice dans plusieurs pays.

E centre Al Mezan est une ONG palestinienne basÃ©e Ã Gaza qui documente les violations des droits humains depuis plus de 25 ans et milite pour la justice et la responsabilitÃ© envers le peuple palestinien.

« Seuls des États qui méprisent totalement le droit international et notre humanité commune peuvent prendre des mesures aussi odieuses à l'encontre des organisations de défense des droits humains qui œuvrent pour mettre fin à un génocide », conclut la déclaration commune.

La secrétaire générale d'Amnesty International a annoncé sur X : « Nous sommes pleinement solidaires de nos organisations partenaires AlHaq, Palestinian Center for Human Rights et Al Mezan, sanctionnées par le gouvernement américain. Elles doivent être pleinement soutenues et protégées par tous les gouvernements qui croient en la justice internationale et en l'état de droit. »

date créée

2025/09/05